

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2017/32048]

13 DECEMBRE 2017. — Décret portant diverses modifications fiscales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications du Code des droits de succession

Article 1^{er}. Dans l'article 42 du Code des droits de succession, le VIII est complété par les mots « et si l'exemption visée à l'article 55quinquies, aliéna 7, s'applique, la mention que les dettes spécialement contractées pour acquérir ou conserver la résidence principale l'ont été à cette fin ».

Art. 2. Dans l'article 54, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 10 juillet 2013, les mots « Est exempt du droit de succession » sont remplacés par les mots « Est exempt du droit de succession et du droit de mutation par décès ».

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article 55quinquies, rédigé comme suit :

« Article 55quinquies. § 1^{er}. Est exempte des droits de succession et de mutation par décès, la part nette du conjoint ou du cohabitant légal ayant droit dans l'habitation qui servait de résidence principale au défunt et à son conjoint ou cohabitant légal, depuis au moins cinq ans à la date de son décès.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la preuve du fait que le défunt et le conjoint ou cohabitant légal avaient leur résidence principale dans l'immeuble considéré résulte, sauf preuve contraire, d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers.

Est également prise en considération comme résidence principale, la dernière résidence principale des conjoints ou cohabitants légaux si leur cohabitation a pris fin, soit par la séparation de fait des conjoints ou cohabitants légaux, soit par un cas de force majeure ou raison impérieuse de nature familiale, médicale, professionnelle ou sociale.

§ 2. Par part nette visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'on entend la valeur de la part recueillie par le conjoint survivant ou le cohabitant légal survivant dans la résidence principale, déduction faite des dettes.

La quote-part du conjoint survivant ou du cohabitant légal survivant dans les dettes de la succession spécialement contractées pour acquérir ou conserver cette résidence principale est imputée par priorité sur leur part dans ledit bien.

La quote-part du conjoint survivant ou du cohabitant légal dans les autres dettes et frais funéraires est déduite par priorité de la valeur des éléments d'actifs visés à l'article 60bis, ensuite, de la valeur des autres biens de la succession, et enfin de la valeur restante de sa part recueillie dans la résidence principale.

§ 3. Lorsque, suivant les données du registre de la population ou du registre des étrangers, les conditions établies au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont remplies, le receveur accorde d'office cette exemption. Toutefois, lorsque dans les cas prévus au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le défunt, ou son conjoint ou cohabitant légal n'a pas pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble ou que la cohabitation a pris fin pour cause de force majeure ou raison impérieuse de nature familiale, médicale, professionnelle ou sociale, l'application de l'exemption est expressément demandée dans la déclaration de succession et, le cas échéant, la force majeure ou raison impérieuse prouvée. ».

Art. 4. L'article 60ter du même Code, inséré par le décret du 15 décembre 2005 et modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 11 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 60ter. § 1^{er}. Lorsque la succession du défunt comprend au moins une part en pleine propriété dans l'immeuble où le défunt a eu sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de son décès et que cet immeuble, destiné en tout ou en partie à l'habitation et situé en Région wallonne, est recueilli par un héritier, un légataire ou un donataire en ligne directe, le droit de succession applicable à la valeur nette de sa part dans cette habitation, abstraction faite, le cas échéant, de la valeur de la partie professionnelle dudit immeuble soumise au taux réduit de l'article 60bis, est fixé d'après le tarif indiqué dans le tableau ci-après.

Celui-ci mentionne :

sous la lettre a : le pourcentage applicable à la tranche correspondante ;

sous la lettre b : le montant total de l'impôt sur les tranches précédentes.

Tableau relatif au tarif préférentiel pour les parts nettes dans les habitations			
Tranche de part nette		Héritier, donataire, légataire en ligne directe	
De	à ... inclus	a	b
EUR	EUR	Pour cent	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250,00
50.000,01	160.000,00	5	750,00
160.000,01	175.000,00	5	6.250,00
175.000,01	250.000,00	12	7.000,00
250.000,01	500.000,00	24	16.000,00
Au-delà de 500.000,00		30	76.000,00

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, la preuve du fait que le défunt avait sa résidence principale dans l'immeuble considéré résulte, sauf preuve du contraire, d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers.

Le bénéfice du tarif réduit est maintenu même lorsque le défunt n'a pas pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure ou de raison impérieuse de nature familiale, médicale, professionnelle ou sociale.

§ 3. Par valeur nette, l'on entend la valeur de la part dans l'habitation visée au paragraphe 1^{er}, diminuée du solde des dettes et des frais funéraires après imputation sur les biens visés par l'article 60bis, comme prévu à l'article 60bis, § 2, à l'exclusion de celles se rapportant spécialement à d'autres biens.

§ 4. Dans le cas où, suivant les données du registre de la population ou du registre des étrangers, les conditions visées, par le présent article sont remplies, le receveur accorde d'office ce tarif réduit. Toutefois, lorsque dans le cas prévu au paragraphe 2, alinéa 2, le défunt n'a pas pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure ou raison impérieuse de nature familiale, médicale, professionnelle ou sociale, l'application du tarif réduit est expressément demandée dans la déclaration de succession et la force majeure ou raison impérieuse, est prouvée. ».

Art. 5. Dans l'article 128 du même Code, remplacé par la loi du 22 juillet 1993, le 2^o est complété par les mots « ou qui dans le cas visé à l'article 42, VIII, a omis de signaler qu'une dette déclarée a été contractée en vue d'acquérir ou de conserver la résidence principale ».

CHAPITRE II. — Modifications du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 6. Dans l'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par le décret du 21 décembre 2016, les alinéas 2 à 4 sont abrogés.

Art. 7. L'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ce droit est réduit à 6 % pour les ventes en viager, ayant pour objet la vente, de l'habitation qui est la résidence principale du vendeur depuis au moins 5 ans, constatées par acte authentique. Cette réduction n'est pas applicable aux conventions sous seing privé présentées à l'enregistrement. ».

Art. 8. L'article 44bis du même Code, inséré par le décret du 17 décembre 2015 et remplacé par le décret du 21 décembre 2016, est abrogé.

Art. 9. Dans le même Code, il est inséré un article 46bis rédigé comme suit :

« Art 46bis. § 1^{er}. En ce qui concerne les ventes, la base imposable déterminée conformément aux articles 45 et 46 est réduite de 20.000 euros en cas d'acquisition à titre onéreux, par une ou plusieurs personnes physiques, de la totalité en pleine propriété d'un immeuble affecté ou destiné en tout ou en partie à l'habitation en vue d'y établir leur résidence principale. Cet abattement s'applique également en cas d'acquisition d'un terrain à bâtir ou d'une habitation en construction ou sur plan.

Pour l'application du présent article, est considérée comme résidence principale, sauf preuve contraire, l'adresse à laquelle les acquéreurs sont inscrits dans le registre de la population ou du registre des étrangers. La date d'inscription dans ce registre vaut comme date d'établissement de la résidence principale.

Pour l'application du présent article, est également considéré comme terrain à bâtir, le terrain sur lequel est érigée une construction que l'acquéreur prévoit de démolir pour y reconstruire sa résidence principale.

§ 2. L'abattement visé au paragraphe 1^{er} est subordonné aux conditions suivantes :

1^o les acquéreurs, dans ou au pied du document donnant lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel ou dans un écrit signé joint à ce document, sont tenus de demander l'application de la présente disposition et de déclarer qu'ils remplissent les conditions visées au présent paragraphe ;

2^o aucun des acquéreurs ne possède, à la date du document visé au paragraphe 2, 1^o, la totalité en pleine propriété d'un autre immeuble destiné en tout ou en partie à l'habitation ;

3^o chacun des acquéreurs doit s'engager à établir sa résidence principale à l'endroit du bien acquis :

a) s'il s'agit d'une habitation existante, dans les trois ans :

(1) soit de la date de l'enregistrement du document qui donne lieu à la perception du droit d'enregistrement proportionnel, lorsque ce document est présenté à l'enregistrement dans le délai prévu à cet effet ;

(2) soit de la date limite pour la présentation à l'enregistrement, lorsque ce document est présenté à l'enregistrement après l'expiration du délai prévu à cet effet ;

b) s'il s'agit d'un terrain à bâtir ou d'une habitation en construction ou sur plan, dans les cinq ans de la date prévue au a) ;

4^o chacun des acquéreurs doit s'engager à conserver sa résidence principale dans l'immeuble acquis durant une période minimale ininterrompue de trois ans à compter de la date de l'établissement de leur résidence principale dans l'immeuble pour lequel l'abattement a été obtenu.

Concernant le 2^o, lorsque l'acquisition est faite par plusieurs personnes, elles ne possèdent pas conjointement, à la date visée au 2^o, la totalité en pleine propriété d'un autre immeuble destiné en tout ou en partie à l'habitation.

§ 3. Si la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, du paragraphe 2 ou celle visée à l'alinéa 2 du même paragraphe n'est pas remplie par :

1^o chacun des acquéreurs, ceux-ci sont indivisiblement et solidairement tenus au paiement des droits complémentaires calculés sur le montant de la réduction de la base imposable visé au paragraphe 1^{er}, ainsi qu'à une amende égale à ces droits complémentaires ;

2^o certains des acquéreurs, ceux-ci sont indivisiblement et solidairement tenus au paiement des droits complémentaires calculés sur le montant de réduction de la base imposable visé au paragraphe 1^{er}, à concurrence de la totalité de leurs parts dans l'immeuble acquis, ainsi qu'à une amende égale à ces droits complémentaires.

§ 4. Si une des conditions mentionnées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o :

1^o n'est pas remplie par chacun des acquéreurs après application du paragraphe 1^{er}, ceux-ci sont indivisiblement et solidairement tenus au paiement des droits complémentaires calculés sur le montant de la réduction de la base imposable visé au paragraphe 1^{er} ;

2^o n'est pas remplie par certains des acquéreurs, ceux-ci sont indivisiblement et solidairement tenus au paiement des droits complémentaires calculés sur le montant de la réduction de la base imposable visé au paragraphe 1^{er}, à concurrence de la totalité de leurs parts dans l'immeuble acquis.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas en cas de force majeure ou raison impérieuse de nature familiale, médicale, professionnelle ou sociale. ».

Art. 10. L'article 48 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les ventes en viager de la nue-propriété d'un immeuble dont l'usufruit est réservé par l'aliénateur, constatées par acte authentique et visées à l'article 44, alinéa 2, la base imposable ne peut être inférieure à :

- 50 % de la valeur vénale de la pleine propriété si la durée maximale de la rente est inférieure ou égale à 20 ans ;
- 40 % de la valeur vénale de la pleine propriété si la durée maximale de la rente est supérieure à 20 ans. ».

Art. 11. Dans l'article 62, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 1978 et modifié par le décret du 21 décembre 2016, les mots « Le droit fixé par les articles 44 et 44bis » sont remplacés par les mots « Le droit fixé par l'article 44 ».

Art. 12. Dans l'article 64 du même Code, modifié par le décret du 21 décembre 2016, les mots « ou par l'article 44bis » sont abrogés.

Art. 13. Dans l'article 65 du même Code, modifié par le décret du 21 décembre 2016, les mots « ou par l'article 44bis » sont abrogés.

Art. 14. Dans l'article 71 du même Code, modifié par le décret du 21 décembre 2016, les mots « ou par l'article 44bis » sont abrogés.

Art. 15. Dans l'article 131bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 15 décembre 2005 et modifié par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 2^o est remplacé par ce qui suit : « 2^o 5,5 % pour les donations à d'autres personnes. » ;
- b) le 3^o est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 209, alinéa 1^{er}, 1^o, du même Code, le c), inséré par le décret du 17 décembre 2015 et remplacé par le décret du 21 décembre 2016, est abrogé.

Art. 17. Dans l'article 212, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par le décret du 21 décembre 2016, les mots « ou par l'article 44bis » sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 18. Dans l'article 98, § 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par la loi du 1^{er} juin 1992 et modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000 et 13 juillet 2001, le B. est remplacé par ce qui suit :

« B. Aéronefs définis à l'article 94.

La taxe est fixée à :

(1) 0,00 euro pour les aéronefs télépilotés visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, de l'arrêté royal du 10 avril 2016 relatif à l'utilisation des aéronefs télépilotés dans l'espace aérien belge, à l'exception des aéronefs télépilotés qui sont censés être mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes ou des associations sans but lucratif pratiquant des activités de leasing ;

(2) 61,50 euros pour les paramoteurs visés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 10 juin 2014 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des paramoteurs ;

(3) 619,00 euros pour les aéronefs ultralégers motorisés ;

(4) 2.478,00 euros pour tous les autres aéronefs. ».

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision*

Art. 19. L'article 1^{er}bis de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, inséré par le décret du 30 avril 2009, est abrogé.

Art. 20. L'article 3 de la même loi, modifié par les décrets des 27 mars 2003 et 18 décembre 2008, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les périodes définies aux articles 7 et 8 qui prennent cours à partir du 1^{er} janvier 2018, la redevance télévision annuelle est réduite à zéro euro ».

Art. 21. Dans la même loi, sont abrogés :

- 1^o l'article 9, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013 ;
- 2^o l'article 10, modifié par les décrets des 27 mars 2003 et 5 décembre 2008 ;
- 3^o l'article 12, modifié par le décret du 27 mars 2003 ;
- 4^o l'article 13, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013 ;
- 5^o l'article 15, modifié par les décrets des 27 mars 2003 et 5 décembre 2008 ;
- 6^o l'article 16, modifié par le décret du 27 mars 2003 ;
- 7^o l'article 18, remplacé par le décret du 19 septembre 2013 ;
- 8^o l'article 19, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013 ;
- 9^o l'article 20, modifié en dernier lieu par le décret du 10 mai 2012 ;
- 10^o l'article 21, modifié par le décret du 27 mars 2003 ;

11° l'article 22, modifié par les décrets des 27 mars 2003 et 5 décembre 2008 ;

12° l'article 23 ;

13° l'article 24, modifié par les décrets des 27 mars 2003 et 10 décembre 2009 ;

14° l'article 26, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013 ;

15° l'article 27, modifié en dernier lieu par le décret du 5 décembre 2008 ;

16° l'article 28, modifié en dernier lieu par le décret du 19 septembre 2013.

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 22. L'article 11 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les fonctionnaires chargés du recouvrement disposent de tous les pouvoirs d'investigations prévus par le présent décret en vue d'établir la situation patrimoniale du redevable et des personnes sur les biens desquelles les impôts, les taxes, dus en principal et additionnels, les amendes administratives et majorations, les intérêts de retard et les frais sont mis en recouvrement conformément à l'article 35ter, pour assurer le recouvrement des impôts, des taxes, dus en principal et additionnels, des amendes administratives et majorations, des intérêts de retard et des frais. ».

Art. 23. Dans l'article 30 du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'intérêt de retard n'est pas dû lorsque son montant n'atteint pas 5 euros par mois. ».

Art. 24. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 et par le décret du 28 novembre 2013, le 1. est remplacé par ce qui suit :

« 1. lorsque son montant n'atteint pas 5 euros par mois. ».

Art. 25. L'article 52bis du même décret, inséré par le décret du 17 janvier 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 52bis. Toute somme à restituer ou à payer à une personne dans le cadre de l'application des dispositions légales ou des règles du droit civil relatives à la répétition de l'indu, en matière de taxes, redevances et amendes régionales wallonnes, peut être affectée sans formalité par le receveur compétent au paiement des taxes, redevances et amendes régionales wallonnes, des intérêts et des frais recouvrables à charge de cette personne si ces derniers constituent une dette certaine et liquide au moment de l'affectation.

L'alinéa 1^{er} reste applicable en cas de saisie, de cession, de situation de concours ou de procédure d'insolvabilité.

Une quittance est délivrée au redevable dans les meilleurs délais et vaut notification de l'affectation effectuée conformément à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 26. Dans l'article 57 du même décret, remplacé par le décret du 30 avril 2009, le paragraphe 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le délai visé à l'article 56 est interrompu :

1° de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ;

2° par une renonciation au temps couru de la prescription ;

3° par l'envoi par le receveur, par recommandé, d'une sommation de payer contenant les mentions de l'avertissement-extrait de rôle.

Concernant le 3°, la remise de la pièce au prestataire de service postal universel vaut notification à compter du troisième jour ouvrable suivant. Lorsque le destinataire n'a pas de domicile connu en Belgique ou à l'étranger, cette sommation de payer est adressée par envoi recommandé au procureur du Roi de Bruxelles. Les frais du recommandé sont à charge du destinataire.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a pas instance en justice. ».

Art. 27. L'article 57bis du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 57bis. Sur la base d'un rapport d'insolvabilité rédigé par le receveur compétent et par lequel il constate l'impossibilité de recouvrer une créance, ce dernier propose au service désigné par le Gouvernement, la mise en décharge de cette créance qu'il estime irrécouvrable dans les cinq années suivant sa date d'exigibilité.

La mise en décharge de cette créance peut être accordée au receveur uniquement si le service désigné par le Gouvernement constate que le receveur a fait en temps opportun toutes les diligences et poursuites nécessaires. ».

Art. 28. L'article 57ter du même décret, inséré par le décret du 19 septembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 57ter. La mise en décharge vaut décharge pour le receveur. Elle ne constitue pas une remise de dettes. Le receveur porte les droits irrécouvrables en annulation dans sa comptabilité. ».

Art. 29. Les articles 57quater à 57sexies du même décret, insérés par le décret du 19 septembre 2013, sont abrogés.

Art. 30. L'article 58 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 58. Pour le recouvrement des taxes, des amendes et majorations, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux et une hypothèque légale sur tous les biens appartenant au redevable susceptibles d'hypothèque situés en Belgique.

Le privilège grève également tous les biens meubles des personnes qui sont tenues au paiement des taxes, des amendes et majorations enrôlées au nom du redevable en vertu du droit commun, des dispositions du présent décret ou de la législation qui établit les taxes enrôlées à charge du redevable.

L'hypothèque légale grève également les biens susceptibles d'hypothèque situés en Belgique et appartenant aux personnes qui sont tenues au paiement des taxes, des amendes et majorations enrôlées au nom du redevable en vertu du droit commun, des dispositions du présent décret ou de la législation qui établit la taxe, l'amende ou la majoration. ».

Art. 31. L'article 64 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 64. § 1^{er}. Le service désigné par le Gouvernement statue en premier et dernier ressort sur les requêtes ayant pour objet la remise ou modération des amendes fiscales ou majorations des taxes.

§ 2 Les requêtes visées au paragraphe 1^{er} sont introduites, par écrit motivé auprès du service désigné par le Gouvernement par les redevables ou les personnes sur les biens desquels les amendes ou majorations des taxes sont mises en recouvrement.

Est irrecevable, toute requête visée au paragraphe 1^{er} introduite lorsque :

- 1° les délais de recours administratifs ne sont pas expirés, ou ;
- 2° la phase contentieuse administrative n'est pas clôturée.

CHAPITRE VI. — *Modifications du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes*

Art. 32. L'article 22 du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. § 1^{er}. Toute infraction au présent décret ou à ses mesures d'exécution est sanctionnée d'une amende administrative.

Une seule amende administrative peut être établie pour la totalité des infractions mentionnées à l'alinéa 1^{er} qui sont commises avec le même véhicule le même jour. Le montant retenu est celui de l'infraction soumise au tarif le plus élevé, conformément au paragraphe 2.

Aucune amende administrative n'est établie pour toute infraction commise dans les trois heures de la première infraction au présent décret, à ses mesures d'exécution, à la législation de la Région de Bruxelles-Capitale ou à la législation de la Région flamande en matière de prélèvement kilométrique :

- 1° si les infractions concernées sont commises avec le même véhicule, et ;
- 2° si la première infraction est sanctionnée par une amende administrative.

§ 2. Le montant des amendes administratives est fixé comme suit :

Catégorie	Type d'infraction	Montant de l'amende
A	1° suite à un acte intentionnel en vue d'éviter le prélèvement kilométrique, le dispositif d'enregistrement ne détecte plus, par signal satellite, la position du véhicule ou le trajet parcouru par le véhicule, 2° les documents de bord probants nécessaires à la détermination de la masse maximale autorisée (MMA) ou de la classe d'émission euro du véhicule sont falsifiés.	1000 EUR
B	1° le véhicule n'est pas équipé, pour le prélèvement kilométrique belge, d'un dispositif d'enregistrement électronique ; 2° préalablement à l'utilisation de toute route, le redevable n'a pas de contrat conclu, pour le véhicule concerné, avec le prestataire de services de son choix.	800 EUR
C	1° le dispositif d'enregistrement électronique n'est pas activé ; 2° le dispositif d'enregistrement électronique qui équipe le véhicule est celui d'un autre véhicule ; 3° le contrat conclu avec le prestataire de service est suspendu ; 4° le véhicule est utilisé sur le réseau routier soumis à prélèvement kilométrique après que le dispositif d'enregistrement électronique a émis le signal que le solde disponible du prépaiement se révèle insuffisant ; 5° le dispositif d'enregistrement électronique indique un dysfonctionnement ou n'émet plus de signal et le prestataire de service n'a pas été contacté ; 6° le dispositif d'enregistrement électronique indique un dysfonctionnement ou n'émet plus de signal, le prestataire de services a été contacté, mais le redevable ne suit pas les instructions données par ce dernier.	500 EUR
D	Toute autre infraction à la réglementation en matière de prélèvement kilométrique telle que prévue au présent décret et ses mesures d'exécution.	100 EUR

§ 3. Le fonctionnaire compétent peut ramener le montant de l'amende mentionné en catégorie C à 250 euros lorsqu'il s'agit, pour le même véhicule, de la première infraction de cette catégorie constatée au cours de la même année civile.

En cas de bonne foi du redevable, le fonctionnaire compétent peut réduire les amendes administratives visées au paragraphe 2 si ces amendes :

1° sanctionnent un même type d'infraction ;

2° et que ces infractions sont commises durant une période limitée dans le temps par le même véhicule.

§ 4. Les personnes physiques ou morales sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative et des autres montants de quelque nature que ce soit qui sont imposés à leurs préposés ou mandataires, en raison d'une infraction en matière de prélèvement kilométrique.

Le Gouvernement peut indexer, sur la base des modalités qu'il fixe, le montant de l'amende. ».

CHAPITRE VII. — *Fixation des centimes additionnels régionaux*

Art. 33. Pour l'application du Titre III/1- De la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques - de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et sans préjudice de l'application de l'article 54 de la même loi, les centimes additionnels régionaux sont fixés à 33,257 % de l'impôt Etat réduit.

Les termes " impôt Etat réduit " et " centimes additionnels régionaux " ont pour l'application de la présente disposition, la signification qui leur est donnée dans le titre III/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 34. Les articles 132 et 133 du décret-programme portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, du 12 décembre 2014, sont abrogés.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 35. Les articles 6, 8, 9, 11 et 16 s'appliquent aux actes authentiques passés à partir du 1^{er} janvier 2018 ou aux actes sous seing privé qui ont reçu une date certaine au sens de l'article 1328 du Code civil à partir du 1^{er} janvier 2018.

Art. 36. Les articles 7 et 10 s'appliquent aux actes authentiques passés à partir du 1^{er} janvier 2018.

Art. 37. L'article 17 s'applique pour les ventes d'immeubles, acquises par convention conclues à partir du 1^{er} janvier 2018.

Art. 38. Les articles de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, tels qu'ils existaient avant d'être abrogés par les articles 19 et 21, restent d'application pour la redevance télévision due pour les périodes qui prennent cours avant le 1^{er} janvier 2018.

Art. 39. Les articles 33 et 34 du présent décret sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2018.

Art. 40. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 18 produit ses effets le 19 juillet 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 décembre 2017.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) *Session 2017-2018.*

Documents du Parlement wallon, 972 (2017-2018) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 décembre 2017.

Discussion.Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/32048]

13. DEZEMBER 2017 — Dekret zur Abänderung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Abänderungen des Erbschaftssteuergesetzbuches

Artikel 1 - In Artikel 42 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird Ziffer VIII um folgende Wörter ergänzt: "und, wenn die Befreiung nach Artikel 55quinquies Absatz 7 angewendet wird, des Vermerks, dass die Schulden, die eigens zwecks des Erwerbs oder der Beibehaltung des Hauptwohnorts eingegangen wurden, zu diesem Zweck aufgenommen worden sind".

Art. 2 - In Artikel 54 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013, werden die Wörter "Wird von der Erbschaftsteuer befreit" durch die Wörter "Wird von der Erbschaftsteuer und von der Steuer auf den Nachlass befreit" ersetzt.

Art. 3 - Ein Artikel 55quinquies mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

"Art. 55quinquies - § 1. Der Nettoanteil des Ehepartners oder des anspruchsberechtigten gesetzlich zusammenwohnenden Partners an der Wohnung, die dem Erblasser und seinem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner am Datum seines Todes seit mindestens fünf Jahren als Hauptwohnort diente, wird von der Erbschaftsteuer oder der Steuer auf den Nachlass befreit.

Zur Anwendung von Absatz besteht der Beweis der Tatsache, dass der Erblasser und der Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnende Partner ihren Hauptwohnort in dem betreffenden Immobiliengut hatten, vorbehaltlich des Gegenbeweises aus einem Auszug aus dem Bevölkerungs- oder Fremdenregister.

Der letzte Hauptwohnort der Ehepartner oder der gesetzlich zusammenwohnenden Partner wird ebenfalls als Hauptwohnort betrachtet, wenn deren Zusammenwohnen entweder durch die tatsächliche Trennung der Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, oder wegen höherer Gewalt oder eines zwingenden Grundes familiärer, gesundheitlicher, beruflicher oder sozialer Art beendet wurde.

§ 2. Als Nettoanteil im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 gilt der Wert des von dem hinterbliebenen Ehepartner oder dem hinterbliebenen gesetzlich zusammenwohnenden Partner erworbenen Anteils an dem Hauptwohnort, nach Abzug der Schulden.

Der Anteil des hinterbliebenen Ehepartners oder des hinterbliebenen gesetzlich zusammenwohnenden Partners an den Schulden der Erbschaft, die eigens zwecks des Erwerbs oder der Erhaltung dieses Hauptwohnorts eingegangen wurden, wird vorrangig auf ihren Anteil an diesem Gut angerechnet.

Der Anteil des hinterbliebenen Ehepartners oder des hinterbliebenen gesetzlich zusammenwohnenden Partners an den sonstigen Schulden und Bestattungskosten wird vorrangig vom Wert der Aktiva nach Artikel 60bis, danach vom Wert der anderen Güter des Nachlasses, und schließlich vom restlichen Wert seines erworbenen Anteils am Hauptwohnort abgerechnet.

§ 3. Wenn die in Paragraph 1 Absatz 1 angeführten Bedingungen gemäß den Angaben des Bevölkerungsregisters oder des Fremdenregisters erfüllt sind, gewährt der Einnahmer diese Befreiung von Amts wegen. Wenn der Erblasser oder sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner in den in Paragraph 1 Absatz 3 genannten Fällen seinen Hauptwohnort in dem Immobiliengut nicht hat behalten können oder das Zusammenwohnen wegen höherer Gewalt oder eines zwingenden Grundes familiärer, gesundheitlicher, beruflicher oder sozialer Art beendet wurde, wird die Anwendung der Befreiung jedoch ausdrücklich in der Erbfallanmeldung beantragt und wird die höhere Gewalt oder der zwingende Grund gegebenenfalls nachgewiesen."

Art. 4 - Artikel 60ter desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 und abgeändert durch die Dekrete vom 30. April 2009 und 11. April 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 60ter - § 1. Wenn der Nachlass der verstorbenen Person mindestens einen Volleigentumsanteil an der Immobilie umfasst, wo der Verstorbene seit mindestens fünf Jahren am Datum des Todesfalls seinen Hauptwohnort hatte, und diese Immobilie, die ganz oder teilweise zu Wohnungszwecken bestimmt ist und in der Wallonischen Region liegt, von einem Erben, einem Vermächtnisnehmer oder einem Schenkungsempfänger in direkter Linie erworben wird, so wird die Erbschaftsteuer, die auf den Nettowert seines Anteils an dieser Wohnung anwendbar ist, gegebenenfalls abgesehen von dem beruflichen Teil dieses Gebäudes, auf den der ermäßigte Satz nach Artikel 60bis anwendbar ist, nach dem in der nachstehenden Tabelle angeführten Tarif festgelegt.

In der Tabelle gelten:

unter Buchstabe a: der auf die entsprechende Rate anwendbare Prozentsatz;

unter Buchstabe b: der Gesamtbetrag der Steuer auf die vorigen Raten.

Tabelle über den Vorzugstarif für Nettoanteile in Wohnungen			
Tranche des Nettoanteils		Erbe, Schenkungsempfänger, Vermächtnisnehmer in direkter Linie	
von	bis ... einschließlich	a	b
EUR	EUR	Prozent	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250,00
50.000,01	160.000,00	5	750,00
160.000,01	175.000,00	5	6.250,00
175.000,01	250.000,00	12	7.000,00
250.000,01	500.000,00	24	16.000,00
über 500.000,00		30	76.000,00

§ 2. Zur Anwendung von Paragraph 1 besteht der Beweis der Tatsache, dass der Erblasser seinen Hauptwohntort in dem betreffenden Immobiliengut hatte, vorbehaltlich des Gegenbeweises aus einem Auszug aus dem Bevölkerungs- oder Fremdenregister.

Der Vorteil des ermäßigten Tarifs wird erhalten, auch wenn der Erblasser seinen Hauptwohntort in dem betreffenden Immobiliengut aus höherer Gewalt oder aus zwingenden Gründen gesundheitlicher, familiärer, beruflicher oder sozialer Art nicht hat behalten können.

§ 3. Unter Nettowert versteht man den Wert des Anteils an der in Paragraph 1 erwähnten Wohnung, abzüglich des Restbetrags der Schulden und der Bestattungskosten nach Anrechnung auf die in Artikel 60bis erwähnten Güter, wie in Art. 60bis § 2 vorgesehen, unter Ausschluss derjenigen Schulden, die sich spezifisch auf andere Güter beziehen.

§ 4. Wenn die in vorliegendem Artikel angeführten Bedingungen gemäß den Angaben des Bevölkerungsregisters oder des Fremdenregisters erfüllt sind, gewährt der Einnehmer diesen ermäßigten Satz von Amts wegen. Wenn der Erblasser in dem in Paragraph 2 Absatz 2 genannten Fall seinen Hauptwohntort in dem betreffenden Immobiliengut wegen höherer Gewalt oder eines zwingenden Grundes familiärer, gesundheitlicher, beruflicher oder sozialer Art nicht hat behalten können, wird die Anwendung des ermäßigten Satzes jedoch ausdrücklich in der Erbfallanmeldung beantragt und wird die höhere Gewalt oder der zwingende Grund nachgewiesen.“

Art. 5 - In Artikel 128 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 22. Juli 1993, wird Ziffer 2 durch folgende Wörter ergänzt: "oder wer im in Artikel 42 Ziffer VIII genannten Fall nicht angegeben hat, dass eine erklärte Schuld eingegangen wurde, um den Hauptwohntort zu erwerben oder zu behalten“.

KAPITEL II — Abänderungen des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebürengesetzbuches

Art. 6 - In dem durch das Dekret vom 21. Dezember 2016 ersetzten Artikel 44 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebürengesetzbuches werden die Absätze 2 bis 4 aufgehoben.

Art. 7 - Artikel 44 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebürengesetzbuches wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Diese Gebühr wird auf 6% herabgesetzt für Verkäufe auf Leibrentenbasis, die den Verkauf der Wohnung, die seit mindestens 5 Jahren der Hauptwohntort des Verkäufers ist, betreffen, wobei diese Verkäufe durch eine öffentliche Urkunde festgestellt sein müssen. Diese Ermäßigung gilt nicht für privatschriftliche Abkommen, die zur Registrierung hinterlegt werden.“

Art. 8 - Artikel 44bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird aufgehoben.

Art. 9 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 46bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 46bis - § 1. Was die Verkäufe betrifft, wird die nach den Artikeln 45 und 46 festgelegte Besteuerungsgrundlage um 20.000 Euro verringert, wenn es sich um einen entgeltlichen Erwerb in Volleigentum der Gesamtheit eines Immobilienguts, das ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist, durch eine oder mehrere natürliche Personen handelt, mit dem Ziel dort ihren Hauptwohntort niederzulassen. Diese Ermäßigung gilt auch im Falle des Erwerbs eines Baugrundstücks oder einer Wohnung im Bau oder ab Plan.

Zwecks der Anwendung des vorliegenden Artikels gilt als Hauptwohntort, außer bei Beweis des Gegenteils, die Anschrift, an der die Erwerber im Bevölkerungs- oder Fremdenregister eingetragen sind. Das Datum der Eintragung in diesem Register gilt als Datum der Einrichtung des Hauptwohntortes.

Zwecks der Anwendung des vorliegenden Artikels gilt ebenfalls als Baugrundstück das Grundstück, auf dem ein Gebäude errichtet ist, das der Erwerber abzureißen gedenkt, um dort seinen Hauptwohntort neu zu bauen.

§ 2. Die Ermäßigung nach Paragraph 1 unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° in oder unter dem Dokument, das die Erhebung der verhältnismäßigen Registrierungsgebühr veranlasst, oder in einem diesem Dokument beigelegten Schriftstück, sind die Erwerber verpflichtet, die Anwendung vorliegender Bestimmung zu beantragen, und zu erklären, dass sie die in vorliegendem Paragraphen angegebenen Bedingungen erfüllen;

2° am Datum des unter Paragraph 2 Ziffer 1 angegebenen Dokuments besitzt keiner der Erwerber in Volleigentum die Gesamtheit einer anderen Immobilie, die ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist;

3° jeder der Erwerber muss sich verpflichten, seinen Hauptwohntort im erworbenen Immobiliengut niederzulassen:

a) wenn es sich um eine bereits bestehende Wohnung handelt, binnen drei Jahren

(1) entweder ab dem Datum der Registrierung des Dokuments, das die Erhebung der verhältnismäßigen Registrierungsgebühr veranlasst, wenn dieses Dokument innerhalb der dazu vorgesehenen Frist zur Registrierung vorgelegt wird;

(2) oder ab dem äußersten Datum für die Vorlage zur Registrierung, wenn dieses Dokument nach Ablauf der zu diesem Zweck vorgesehenen Frist zur Registrierung vorgelegt wird;

b) wenn es sich um ein Baugrundstück oder um eine Wohnung im Bau oder ab Plan handelt, binnen fünf Jahren ab dem unter Buchstabe a vorgesehenen Datum;

4° jeder der Erwerber muss sich verpflichten, seinen Hauptwohntort im erworbenen Immobiliengut zu behalten, dies während eines ununterbrochenen Mindestzeitraums von drei Jahren ab der Niederlassung ihres Hauptwohntortes im Immobiliengut, für das die Ermäßigung gewährt wurde.

Wenn der Erwerb - im Rahmen von Ziffer 2 - durch mehrere Personen abgeschlossen wird, besitzen sie gemeinsam am unter Ziffer 2 genannten Datum nicht die Gesamtheit in Volleigentum eines anderen Gebäudes, das ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist.

§ 3. Wenn die unter Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 oder Paragraph 2 Absatz 2 genannte Bedingung

1° von keinem Erwerber erfüllt wird, sind die Erwerber gesamtschuldnerisch und unteilbar verpflichtet, die nach dem Betrag der Verringerung der Besteuerungsgrundlage nach Paragraph 1 berechneten Zusatzgebühren, sowie eine Geldbuße, die so hoch wie diese Zusatzgebühren ist, zu zahlen;

2° von bestimmten Erwerbern nicht erfüllt wird, sind diese Erwerber gesamtschuldnerisch und unteilbar verpflichtet, die nach dem Betrag der Verringerung der Besteuerungsgrundlage nach Paragraph 1 berechneten Zusatzgebühren im Verhältnis zur Gesamtheit ihrer Anteile am erworbenen Immobiliengut, sowie eine Geldbuße, die so hoch wie diese Zusatzgebühren ist, zu zahlen.

§ 4. Wenn eine der unter Paragraph 2 Absatz 1 Ziffern 3 und 4 genannten Bedingungen

1° von keinem Erwerber nach Anwendung des Paragraphen 1 erfüllt wird, sind die Erwerber gesamtschuldnerisch und unteilbar verpflichtet, die nach dem Betrag der Verringerung der Besteuerungsgrundlage nach Paragraph 1 berechneten Zusatzgebühren zu zahlen;

2° von bestimmten Erwerbern nicht erfüllt wird, sind diese Erwerber gesamtschuldnerisch und unteilbar verpflichtet, die nach dem Betrag der Verringerung der Besteuerungsgrundlage nach Paragraph 1 berechneten Zusatzgebühren im Verhältnis zur Gesamtheit ihrer Anteile am erworbenen Immobiliengut zu zahlen.

Absatz 1 gilt nicht bei höherer Gewalt oder im Falle eines zwingenden Grundes familiärer, gesundheitlicher, beruflicher oder sozialer Art.“.

Art. 10 - Artikel 48 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird um einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Für die Verkäufe auf Leibrentenbasis des bloßen Eigentums einer Immobilie, deren Nießbrauch vom Veräußerer vorbehalten wird, die durch eine öffentliche Urkunde festgestellt und in Artikel 44 erwähnt sind, darf die Besteuerungsgrundlage abweichend von Absatz 1 folgende Werte nicht unterschreiten:

- 50% des Verkaufswerts des vollen Eigentums wenn die Höchstdauer der Rente höchstens 20 Jahre ist;
- 40% des Verkaufswerts des vollen Eigentums wenn die Höchstdauer der Rente 20 Jahre übertrifft.

Art. 11 - In Artikel 62 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 27. April 1978 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden die Wörter "Die in Artikel 44 und 44bis festgelegte Gebühr" durch "Die in Artikel 44 festgelegte Gebühr" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 64 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden die Wörter "und 44bis" gestrichen.

Art. 13 - In Artikel 65 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden die Wörter "und 44bis" gestrichen.

Art. 14 - In Artikel 71 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden die Wörter "oder 44bis" gestrichen.

Art. 15 - In Artikel 131bis § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt: "2° 5,5% für Schenkungen an andere Personen." ;
- b) Ziffer 3 wird gestrichen.

Art. 16 - In Artikel 209 Absatz 1 Ziffer 1 desselben Gesetzbuches wird Buchstabe c, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, aufgehoben.

Art. 17 - In Artikel 212 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Gesetz vom 28. Dezember 1992 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, werden die Wörter "oder 44bis" gestrichen.

KAPITEL III — *Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

Art. 18 - In Artikel 98 § 1 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Gesetz vom 1. Juni 1992 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 20. Juli 2000 und 13. Juli 2001, wird Buchstabe B durch Folgendes ersetzt:

"B. Luftfahrzeuge nach Artikel 94.

Die Steuer wird auf folgende Beträge festgelegt:

(1) 0,00 Euro für ferngesteuerte Luftfahrzeuge nach Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 4 und 5 des Königlichen Erlasses vom 10. April 2016 über die Verwendung von ferngesteuerten Luftfahrzeugen im belgischen Luftraum, mit Ausnahme derjenigen ferngesteuerten Luftfahrzeuge, die von Gesellschaften, autonomen öffentlichen Unternehmen oder Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, die Leasing-Aktivitäten betreiben, in Verkehr gebracht werden sollen;

(2) 61,50 Euro für Motorschirme im Sinne von Artikel 1 des Königlichen Erlasses zur Festlegung der besonderen Bedingungen für die Zulassung von Motorschirmen zum Luftverkehr;

(3) 619,00 Euro für ultraleichte Motorluftfahrzeuge;

(4) 2478,00 Euro für alle anderen Luftfahrzeuge.“.

KAPITEL IV — *Abänderung des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren*

Art. 19 - Artikel 1bis des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, eingefügt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird aufgehoben.

Art. 20 - Artikel 3 desselben Gesetzes, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2003 und 18. Dezember 2008, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die in Artikel 7 und 8 bestimmten Zeiträume ab dem 1. Januar 2018 wird die jährliche Fernsehgebühr auf null Euro verringert“.

Art. 21 - Werden in demselben Gesetz aufgehoben:

1° Artikel 9, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013;

2° Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2003 und 5. Dezember 2008;

3° Artikel 12, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2003;

4° Artikel 13, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013;

5° Artikel 15, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2003 und 5. Dezember 2008;

6° Artikel 16, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2003;

7° Artikel 18, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013;

8° Artikel 19, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013;

9° Artikel 20, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012;

10° Artikel 21, abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2003;

11° Artikel 22, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2003 und 5. Dezember 2008;

12° Artikel 23;

13° Artikel 24, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2003 und 10. Dezember 2009;

14° Artikel 26, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013;

15° Artikel 27, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Dezember 2008;

16° Artikel 28, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2013.

KAPITEL V — *Abänderungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

Art. 22 - Artikel 11 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird um den § 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 4. Die mit der Beitreibung beauftragten Beamten verfügen über alle im vorliegenden Dekret vorgesehenen Untersuchungsbefugnisse zur Ermittlung der Vermögenslage des Abgabepflichtigen und der Personen, auf deren Güter die fälligen Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zuschlagsteuern), die administrativen Geldbußen und Zuschläge, die Verzugszinsen und Kosten in Übereinstimmung mit Artikel 35^{ter} zurückzufordern sind, um die Beitreibung der fälligen Steuern und Abgaben (Hauptbetrag und Zuschlagsteuern), der administrativen Geldbußen und Zuschläge, der Verzugszinsen und Kosten sicherzustellen.”.

Art. 23 - In Artikel 30 desselben Dekrets, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Die Verzugszinsen sind nicht geschuldet, wenn deren Betrag unter 5 Euro pro Monat liegt”.

Art. 24 - In Artikel 34 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 und durch das Dekret vom 28. November 2013, wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

“1. wenn deren Betrag unter 5 Euro pro Monat liegt.”.

Art. 25 - Artikel 52^{bis} desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 52^{bis} - Jeder im Rahmen der Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen oder der Regeln des Zivilrechts bezüglich der Rückforderung einer bezahlten Nichtschuld in Sachen wallonische regionale Abgaben, Gebühren und Geldbußen an eine Person zurückzuerstattende oder zu zahlende Betrag kann ohne Formalitäten von dem zuständigen Einnehmer für die Entrichtung der wallonischen regionalen Abgaben, Gebühren und Geldbußen, der eintreibbaren Zinsen und Kosten zu Lasten dieser Person verwendet werden, vorausgesetzt, diese stellen zum Zeitpunkt der Verwendung eine erwiesene und feststehende Schuld dar.

Absatz 1 bleibt im Falle einer Pfändung, einer Abtretung, einer Konkurslage oder eines Insolvenzverfahrens unberührt.

Eine Quittung wird dem Abgabepflichtigen so früh wie möglich ausgestellt, welche als Notifizierung der Verwendung nach Absatz 1 gilt.”.

Art. 26 - In Artikel 57 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Die in Artikel 56 genannte Frist wird unterbrochen:

1° auf die in den Artikeln 2244 ff. des Zivilgesetzbuches vorgesehene Weise;

2° durch einen Verzicht auf die abgelaufene Zeit der Verjährung;

3° mittels der Zustellung durch den Einnehmer, per Einschreiben, einer Mahnung mit den im Steuerbescheid enthaltenen Angaben.

Im Zusammenhang mit Ziffer 3 gilt die Übergabe des Schriftstücks an den Universalpostdiensteanbieter ab dem dritten darauffolgenden Werktag als Notifizierung. Hat der Empfänger keinen bekannten Wohnsitz in Belgien oder im Ausland, so wird diese Mahnung per Einschreiben an den Prokurator des Königs von Brüssel gerichtet. Die Einschreibekosten gehen zu Lasten des Empfängers.

Im Falle einer Unterbrechung der Verjährung tritt eine neue Verjährung, die auf dieselbe Weise unterbrochen werden kann, fünf Jahre nach der letzten, die vorige Verjährung unterbrechende Handlung ein, sofern kein Gerichtsverfahren läuft.”.

Art. 27 - Artikel 57bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 57bis - Auf der Grundlage eines vom zuständigen Einnehmer verfassten Insolvenzberichts, in dem er die Unmöglichkeit feststellt, eine Forderung einzutreiben, schlägt dieser der von der Regierung benannten Dienststelle die Entlastung dieser für uneintreibbar gehaltenen Forderung binnen fünf Jahren nach ihrem Fälligkeitsdatum vor.

Die Entlastung dieser Forderung kann dem Einnehmer nur dann eingeräumt werden, wenn die von der Regierung benannte Dienststelle feststellt, dass der Einnehmer alle erforderlichen Aufgaben und Verfolgungen rechtzeitig unternommen hat."

Art. 28 - Artikel 57ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 57ter - Die Entlastung entlastet den Einnehmer. Sie stellt keinen Schuldenerlass dar. Der Einnehmer trägt die Stornierung der nicht eintreibbaren Forderungsbeträge in seine Buchhaltung ein."

Art. 29 - Artikel 57quater bis 57sexies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013, werden aufgehoben.

Art. 30 - Artikel 58 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 58 - Hinsichtlich der Beitreibung der Abgaben, Geldbußen und Zuschläge, der Zinsen und der Kosten verfügt die Region über ein allgemeines Vorrecht auf alle beweglichen Güter des Abgabepflichtigen mit Ausnahme der Schiffe und Boote und über eine gesetzliche Hypothek auf alle Güter, die dem Abgabepflichtigen gehören, mit einer Hypothek belastbar und in Belgien gelegen sind.

Mit dem Vorrecht werden ebenfalls alle beweglichen Güter der Personen belastet, die aufgrund des allgemeinen Rechts, der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der Rechtsvorschriften, die die in die Heberolle eingetragenen Abgaben zu Lasten des Abgabepflichtigen festlegen, zur Entrichtung der auf den Namen des Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragenen Abgaben, Geldbußen und Zuschläge verpflichtet sind.

Mit der gesetzlichen Hypothek werden ebenfalls die Güter belastet, die mit einer Hypothek belastbar, in Belgien gelegen und den Personen gehören, die aufgrund des allgemeinen Rechts, der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der Rechtsvorschriften, die die Abgabe, Geldbuße oder den Zuschlag festlegen, zur Entrichtung der auf den Namen des Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragenen Abgaben, Geldbußen und Zuschläge verpflichtet sind."

Art. 31 - Artikel 64 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 64 - § 1. Die von der Regierung benannte Dienststelle befindet in erster und letzter Instanz über Anträge in Bezug auf einen Erlass oder eine Ermäßigung der steuerrechtlichen Geldbußen oder Zuschläge.

§ 2. Die in § 1 genannten Anträge sind von den Abgabepflichtigen oder den Personen, auf deren Güter die Geldbußen oder Zuschläge zurückzufordern sind, durch ein mit Gründen versehenes Schreiben bei der von der Regierung benannten Dienststelle einzureichen.

Als unzulässig gilt jeder Antrag im Sinne von § 1, der eingereicht wird, während:

- 1° die Fristen für die administrativen Beschwerden nicht ausgelaufen sind, oder ;
- 2° das administrative Streitverfahren nicht abgeschlossen ist.

KAPITEL VI — *Abänderungen des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen*

Art. 32 - Artikel 22 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 22 - § 1. Jeder Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder dessen Durchführungsmaßnahmen wird mit einer administrativen Geldbuße geahndet.

Eine einzige administrative Geldbuße kann für die gesamten Verstöße nach Absatz 1 festgelegt werden, die an demselben Tag mit demselben Fahrzeug begangen werden. Der zu zahlende Betrag ist derjenige, der dem Verstoß mit dem höchsten Tarifbetrag nach § 2 entspricht.

Es wird keine administrative Geldbuße für jeglichen Verstoß festgelegt, der binnen drei Stunden nach dem ersten Verstoß gegen das vorliegende Dekret, dessen Durchführungsmaßnahmen, die Rechtsvorschriften der Region Brüssel-Hauptstadt oder die Rechtsvorschriften der Flämischen Region in Sachen Kilometerabgabe begangen wurde, vorausgesetzt:

- 1° die betroffenen Verstöße werden mit demselben Fahrzeug begangen und
- 2° der erste Verstoß wird mit einer administrativen Geldbuße geahndet.

§ 2. Der Betrag der administrativen Geldbußen wird wie folgt festgelegt:

Kategorie	Art des Verstoßes	Betrag der Geldbuße
A	1° infolge einer absichtlichen Handlung mit dem Zweck, die Kilometerabgabe zu umgehen, ortet die Datenerfassungsvorrichtung per Satellitensignal die Position des Fahrzeugs oder die von ihm zurückgelegte Strecke nicht mehr; 2° die beweiskräftigen, zur Ermittlung des höchstzulässigen Gesamtgewichts (hzG) oder der EURO-Emissionsklasse des Fahrzeugs erforderlichen Fahrzeugdokumente sind gefälscht.	1000 EUR
B	1° zwecks der Erhebung der belgischen Kilometerabgabe ist das Fahrzeug nicht mit einer elektronischen Datenerfassungsvorrichtung ausgestattet; 2° vor der Benutzung jedweder Straße schloss der Abgabepflichtige für das betroffene Fahrzeug keinen Vertrag mit dem von ihm gewählten Dienstleistungserbringer ab.	800 EUR
C	1° die elektronische Datenerfassungsvorrichtung ist nicht aktiviert; 2° die elektronische Datenerfassungsvorrichtung, mit der das Fahrzeug ausgestattet ist, gehört einem anderen Fahrzeug; 3° der mit dem Dienstleistungserbringer abgeschlossene Vertrag ist ausgesetzt; 4° das Fahrzeug wird auf dem der Kilometerabgabe unterliegenden Straßennetz benutzt, nachdem die elektronische Datenerfassungsvorrichtung das Signal ausgesendet hat, dass der verfügbare Saldo des Vorauszahlungsbetrags sich als unzureichend erweist; 5° die elektronische Datenerfassungsvorrichtung weist auf eine Funktionsstörung hin oder sendet kein Signal mehr aus und der Dienstleistungserbringer wurde nicht kontaktiert; 6° die elektronische Datenerfassungsvorrichtung weist auf eine Funktionsstörung hin oder sendet kein Signal mehr aus; der Dienstleistungserbringer wurde kontaktiert, aber der Abgabepflichtige folgt den von diesem Letzteren gegebenen Anweisungen nicht.	500 EUR
D	jeder sonstige Verstoß gegen die Rechtsvorschriften in Sachen Kilometerabgabe, so wie sie in vorliegendem Dekret und dessen Durchführungsmaßnahmen vorgesehen sind.	100 EUR

§ 3. Der zuständige Beamte kann den für die Kategorie C genannten Betrag der Geldbuße auf 250 Euro herabsetzen, falls es sich, für dasselbe Fahrzeug, um den ersten Verstoß dieser Kategorie handelt, der im Laufe desselben Kalenderjahres festgestellt wurde.

Bei Gutgläubigkeit des Abgabepflichtigen kann der zuständige Beamte die in § 2 genannten administrativen Geldbußen reduzieren, wenn diese Geldbußen:

1° ein und dieselbe Art von Verstoß ahnden;

2° Verstöße betreffen, die während eines zeitlich begrenzten Zeitraums von demselben Fahrzeug begangen wurden.

§ 4. Die natürlichen oder juristischen Personen sind für die Zahlung der administrativen Geldbuße und der sonstigen Beträge irgendwelcher Art, die ihren Beauftragten oder Bevollmächtigten aufgrund eines Verstoßes in Sachen Kilometerabgabe auferlegt werden, zivilrechtlich haftbar.

Die Regierung kann den Betrag der Geldbuße auf der Grundlage der von ihr festgelegten Modalitäten indexieren.“

KAPITEL VII — Festlegung der regionalen Zuschlaghundertstel

Art. 33 - Zwecks der Anwendung des Titels III/1 - Regionale Zuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen - des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen und unbeschadet der Anwendung von Artikel 54 desselben Gesetzes werden die regionalen Zuschlaghundertstel auf 33,257 % der reduzierten Staatssteuer festgelegt.

Die Begriffe "reduzierte Staatssteuer" und "regionale Zuschlaghundertstel" haben zwecks der Anwendung der vorliegenden Bestimmung die gleiche Bedeutung wie diejenige, die ihnen in Titel III/1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen gegeben wird.

Art. 34 - Artikel 132 und 133 des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen werden aufgehoben.

KAPITEL VIII — Schlussbestimmungen

Art. 35 - Artikel 6, 8, 9, 11 und 16 finden Anwendung auf die authentischen Urkunden, die ab dem 1. Januar 2018 abgeschlossen werden, oder auf die Privaturkunden, denen ab dem 1. Januar 2018 ein sicheres Datum im Sinne von Artikel 1328 des Zivilgesetzbuches verliehen wird.

Art. 36 - Artikel 7 und 10 finden Anwendung auf die authentischen Urkunden, die ab dem 1. Januar 2018 abgeschlossen werden.

Art. 37 - Artikel 17 findet Anwendung auf die Weiterverkäufe von Immobilien, die ab dem 1. Januar 2018 vertraglich erworben werden.

Art. 38 - Die Artikel des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, so wie sie vor ihrer Aufhebung durch die Artikel 18 und 20 galten, finden weiterhin Anwendung auf die für die Zeiträume anfallende Fernsehgebühr, die vor dem 1. Januar 2018 beginnen.

Art. 39 - Artikel 33 und 34 des vorliegenden Dekrets sind ab dem Steuerjahr 2018 anwendbar.

Art. 40 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2018 in Kraft.

Abweichend von Absatz 1 wird Artikel 17 am 19. Juli 2014 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 13. Dezember 2017

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung
und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2017-2018*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 972 (2017-2018) Nrn. 1 bis 5.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 13. Dezember 2017.
Diskussion.
Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2017/32048]

13 DECEMBER 2017. — Decreet houdende diverse fiscale wijzigingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het Wetboek der successierechten*

Artikel 1. In artikel 42 van het Wetboek der successierechten wordt VIII aangevuld met de woorden "en als de vrijstelling bedoeld in artikel 55quinquies, zevende lid, van toepassing is, moet bij de schulden die specifiek zijn aangegaan om het hoofdverblijf te verwerven of te behouden uitdrukkelijk worden vermeld dat ze met dat doel zijn aangegaan".

Art. 2. In artikel 54, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 juli 2013, worden de woorden "Van het recht van successie wordt vrijgesteld" vervangen door de woorden "Van het recht van successie en van overgang bij overlijden wordt vrijgesteld".

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 55quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 55quinquies. § 1. Van het recht van successie en van overgang bij overlijden wordt vrijgesteld, het netto-aandeel van de rechtverkrijgende echtgenoot/echtgenote of wettelijk samenwonende in de woning die de overledene en de echtgenoot/echtgenote of wettelijk samenwonende tot hoofdverblijf diende sinds minstens vijf jaar op de datum van het overlijden.

Voor de toepassing van het eerste lid blijkt het feit dat de overledene en de echtgenoot of wettelijk samenwonende hun hoofdverblijfplaats hadden in kwestieus onroerend goed, behoudens bewijs van het tegendeel, uit een uittreksel van het bevolkingsregister of van het vreemdelingenregister.

Als hoofdverblijfplaats wordt eveneens in aanmerking genomen, de laatste hoofdverblijfplaats van de echtgenoten of wettelijk samenwonenden als aan hun samenwonen een einde is gekomen, hetzij door de feitelijke scheiding van de echtgenoten of van de wettelijk samenwonenden, hetzij door een geval van overmacht of om dwingende redenen van medische, familiale, beroeps-of maatschappelijke aard.

§ 2. Onder netto-aandeel bedoeld in § 1, eerste lid, moet worden begrepen de waarde van het deel dat de langstlevende echtgenoot of wettelijk samenwonende verkrijgt in de hoofdverblijfplaats, verminderd met de schulden.

Het aandeel van de langstlevende echtgenoot of wettelijk samenwonende in de schulden van de nalatenschap die specifiek zijn aangegaan om die hoofdverblijfplaats te verwerven of te behouden wordt bij voorrang aangerekend op hun deel in bedoeld goed.

Het aandeel van de langstlevende echtgenoot of wettelijk samenwonende in de overige schulden en begrafeniskosten wordt eerst aangerekend op de waarde van de bestanddelen van activa bedoeld in artikel 60bis, vervolgens op de waarde van de overige goederen van de nalatenschap, en ten slotte op de overblijvende waarde van het verkregen deel in de hoofdverblijfplaats.

§ 3. Ingeval, volgens de gegevens van het bevolkingsregister of van het vreemdelingenregister, de in § 1, eerste lid, gestelde voorwaarden zijn vervuld, past de ontvanger deze vrijstelling ambtshalve toe. Indien de overledene, de echtgenoot/echtgenote of wettelijk samenwonende, zijn hoofdverblijfplaats niet heeft kunnen behouden in het gebouw, als bedoeld in § 1, derde lid, of indien een einde is gekomen aan het samenwonen door overmacht of om dwingende reden van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard, moet de toepassing van de vrijstelling uitdrukkelijk worden gevraagd in de aangifte van nalatenschap en, in voorkomend geval, moet de overmacht of de dwingende reden worden bewezen.”.

Art. 4. Artikel 60ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005 en gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009 en 11 april 2014, wordt vervangen als volgt:

”Art. 60ter. § 1. Indien de erfopvolging van de overledene minstens één aandeel in volle eigendom in het onroerend goed bevat waar de overledene zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad sinds minstens vijf jaar op datum van zijn overlijden en dat onroerend goed, geheel of gedeeltelijk bestemd voor bewoning en in het Waalse Gewest gelegen, verkregen wordt door een erfgenaam, een legataris of een begiftigde in de rechte lijn, wordt het successierecht dat van toepassing is op de netto-waarde van zijn aandeel in die woning, na aftrek, in voorkomend geval, van de waarde van het beroepsdeel van dat onroerend goed onderworpen aan het verlaagde percentage van artikel 60bis, vastgesteld volgens het tarief aangegeven in onderstaande tabel.

Hierin wordt vermeld:

onder littera a: het percentage geldend voor de overeenstemmende schijf;

onder littera b: het totaalbedrag van de belasting op de voorgaande schijven.

Tabel met betrekking tot het preferentiele tarief voor de netto-aandelen in woningen			
Schijf van het netto-aandeel		Erfgenaam, begiftigde legataris in de rechte lijn	
Van	tot en met	A	B
EUR	EUR	Pct.	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250,00
50.000,01	160.000,00	5	750,00
160.000,01	175.000,00	5	6.250,00
175.000,01	250.000,00	12	7.000,00
250.000,01	500.000,00	24	16.000,00
Meer dan 500.000,00		30	76.000,00

§ 2. Voor de toepassing van § 1 blijkt het feit dat de overledene zijn hoofdverblijfplaats had in kwestieus onroerend goed, behoudens bewijs van het tegendeel, uit een uittreksel van het bevolkingsregister of van het vreemdelingenregister.

Het voordeel van het verlaagd tarief blijft behouden zelfs indien de overledene zijn hoofdverblijfplaats niet in kwestieus onroerend goed heeft kunnen handhaven wegens overmacht of om dwingende reden van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard.

§ 3. Onder netto-waarde dient de waarde van het aandeel in de woning bedoeld in § 1 te worden verstaan, verminderd met het saldo van de schulden en de begrafeniskosten na toerekening op de goederen bedoeld bij artikel 60bis, zoals bepaald in artikel 60bis, § 2, met uitsluiting van die, welke in het bijzonder betrekking hebben op andere goederen.

§ 4. Ingeval, volgens de gegevens van het bevolkingsregister of van het vreemdelingenregister, de bij dit artikel bedoelde voorwaarden zijn vervuld, past de ontvanger dit verlaagde tarief ambtshalve toe. Indien de overledene zijn hoofdverblijfplaats door overmacht of om dwingende reden van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard niet heeft kunnen behouden in kwestieus onroerend goed, als bedoeld in § 2, tweede lid, moet de toepassing van het verlaagd tarief uitdrukkelijk worden gevraagd in de aangifte van nalatenschap en, in voorkomend geval, moet de overmacht of de dwingende reden worden bewezen.”.

Art. 5. In artikel 128 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 juli 1993 wordt punt 2° aangevuld met de woorden “of die, in het geval bedoeld in artikel 42, VIII, nalaat te vermelden dat een opgegeven schuld is aangegaan met als doel de hoofdverblijfplaats te verwerven of te behouden”.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 6. In artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen bij het decreet van 21 december 2016, worden de leden 2 tot 4 opgeheven.

Art. 7. Artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”Dat recht wordt tot 6 % verlaagd voor de bij authentieke akte vastgestelde verkopen op lijfrente met als doel de verkoop van de woning die sinds minstens 5 jaar de hoofdverblijfplaats van de verkoper is. Deze vermindering is niet van toepassing op de overeenkomsten bij onderhandse akte die ter registratie worden aangeboden.”.

Art. 8. Artikel 44bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015 en vervangen bij het decreet van 21 december 2016, wordt opgeheven.

Art. 9. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel *46bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *46bis*. § 1. Voor wat betreft de verkopen, wordt de belastbare grondslag, bepaald overeenkomstig de artikelen 45 en 46, verminderd met 20.000 euro in geval van verwerving tegen betaling door een of meerdere natuurlijke personen van de geheelheid in volle eigendom van een geheel of gedeeltelijk tot bewoning aangewend of bestemd onroerend goed dat zal dienen tot hun hoofdverblijfplaats. Dit abattement wordt ook toegepast in geval van een aankoop van een bouwgrond of een woning in aanbouw of een woning op plan.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder hoofdverblijfplaats, tenzij tegenbewijs, het adres waarop de verkrijgers zijn ingeschreven in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister. Als datum van vestiging van de hoofdverblijfplaats geldt de datum van inschrijving in dit register.

Voor de toepassing van dit artikel wordt ook beschouwd als bouwgrond, de grond waarop een bouwwerk is opgericht, dat de aankoper wil slopen om er zijn hoofdverblijfplaats opnieuw te bouwen.

§ 2. Aan het in § 1 bedoelde abattement zijn de volgende voorwaarden verbonden:

1° de verkrijgers moeten in of onderaan het document dat aanleiding geeft tot de heffing van het evenredig registratierecht of in een bij dat document gevoegd en ondertekend geschrift om de toepassing van deze bepaling verzoeken en verklaren dat zij voldoen aan de voorwaarden vermeld in deze paragraaf;

2° geen van de verkrijgers mag op de datum bedoeld in § 2, 1°, niet voor de geheelheid volle eigenaar zijn van een ander onroerend goed dat geheel of gedeeltelijk tot bewoning is bestemd;

3° elke verkrijger moet zich verbinden zijn hoofdverblijfplaats te vestigen op de plaats van het verkregen goed:

a) indien het een bestaande woning betreft, binnen drie jaar na:

(1) ofwel de datum van de registratie van het document dat tot de heffing van het evenredig registratierecht aanleiding geeft, wanneer dat document binnen de ervoor bepaalde termijn ter registratie wordt aangeboden;

(2) ofwel de uiterste datum voor tijdige aanbieding ter registratie, wanneer dat document ter registratie wordt aangeboden na het verstrijken van de ervoor bepaalde termijn;

b) indien het een bouwgrond of een woning in aanbouw of een woning op tekening betreft, binnen vijf jaar na de in a) bedoelde datum.

4° elke verkrijger moet zich ertoe verbinden zijn hoofdverblijfplaats in het verkregen onroerend goed te behouden gedurende een ononderbroken periode van drie jaar vanaf het tijdstip waarop ze hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben in het onroerend goed waarvoor de vermindering is verkregen.

Wat punt 2° betreft, mogen ze, als de aankoop gedaan wordt door verschillende personen, op de datum bedoeld in § 2, 1°, gezamenlijk niet voor de geheelheid volle eigenaar zijn van een ander onroerend goed dat geheel of gedeeltelijk tot bewoning is bestemd.

§ 3. Indien de in § 2, eerste lid, 2°, bedoelde voorwaarde of de voorwaarde bedoeld in lid 2 van dezelfde paragraaf niet vervuld wordt door:

1° elkeen van de verkrijgers, zijn ze ondeelbaar en solidair gehouden tot betaling van de aanvullende rechten berekend op het bedrag waarmee de in lid één bedoelde belastbare grondslag is verminderd, en van een boete gelijk aan die aanvullende rechten;

2° sommige van de verkrijgers, zijn ze ondeelbaar en solidair gehouden tot betaling van de aanvullende rechten berekend op het bedrag waarmee de belastbare grondslag is verminderd, naar verhouding van hun aandeel in het verkregen onroerend goed, en van een boete gelijk aan die aanvullende rechten.

§ 4. Indien één van de in § 2, eerste lid, 3° en 4°, bedoelde voorwaarden :

1° niet vervuld wordt door elke van de verkrijgers na toepassing van § 1, zijn ze ondeelbaar en solidair gehouden tot betaling van de aanvullende rechten op het in § 1 bedoelde bedrag waarmee de belastbare grondslag werd verminderd;

2° niet vervuld wordt door sommige van de verkrijgers, zijn ze ondeelbaar gehouden tot betaling van de aanvullende rechten op het in § 1 bedoelde bedrag waarmee de belastbare grondslag is verminderd, naar verhouding van hun wettelijk aandeel in het verkregen onroerend goed.

Het eerste lid is niet van toepassing in geval van overmacht of om dwingende reden van medische, familiale, beroeps-of maatschappelijke aard."

Art. 10. Artikel 48 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

"Voor de in artikel 44, tweede lid, bedoelde lijfrenteverkopen die bij authentieke akte worden vastgesteld, mag de overeenkomstig artikel 47 berekende verkoopwaarde van de blote eigendom echter niet lager zijn dan« In afwijking van lid 1 mag de belastbare grondslag, voor de lijfrenteverkopen van de blote eigendom van een onroerend goed waarvan het vruchtgebruik door de vervreemder gereserveerd is, vastgesteld bij authentieke akte en bedoeld in artikel 44, lid 2, niet lager zijn dan:

- 50 % van de verkoopwaarde van de volle eigendom indien de maximale duur van de rente kleiner dan of gelijk is aan 20 jaar;

- 40% van de verkoopwaarde van de volle eigendom indien de maximale duur van de rente hoger dan 20 jaar is.

Art. 11. In artikel 62, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 1978 en gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de woorden "Het bij de artikelen 44 en *44bis* vastgestelde recht" vervangen door de woorden "Het bij artikel 44 vastgestelde recht".

Art. 12. In artikel 64 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de woorden "of bij artikel *44bis*" opgeheven.

Art. 13. In artikel 65 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de woorden "of bij artikel *44bis*" opgeheven.

Art. 14. In artikel 71 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de woorden "of bij artikel *44bis*" opgeheven.

Art. 15. Artikel 131*bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) 2° wordt vervangen als volgt: "2° 5,5 % voor de schenkingen aan andere personen.";
- b) punt 3° wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 209, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, wordt c), ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015 en vervangen bij het decreet van 21 december 2016, opgeheven.

Art. 17. In artikel 212, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, worden de woorden "of bij artikel 44*bis*" opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 18. In artikel 98, § 1, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij de wet van 1 juni 1992 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001, wordt punt B. vervangen als volgt:

"B. Luchtvaartuigen zoals omschreven in artikel 94.

De belasting wordt vastgesteld op:

(1) 0,00 euro voor de op afstand bestuurde luchtvaartuigen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4° en 5°, van het koninklijk besluit van 10 april 2016 met betrekking tot het gebruik van op afstand bestuurde luchtvaartuigen in het Belgisch luchtruim met uitzondering van de op afstand bestuurde luchtvaartuigen die geacht zijn, in het verkeer te worden gebracht door vennootschappen, autonome overheidsbedrijven of verenigingen zonder winstoogmerk die leasingsactiviteiten uitoefenen;

(2) 61,50 euro voor de paramotoren bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 juni 2014 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van paramotoren;

(3) 619,00 euro voor de ultralichte motoraangedreven luchtvaartuigen;

(4) 2478,00 euro voor de andere luchtvaartuigen."

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld*

Art. 19. Artikel 1*bis* van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2003 en 18 december 2008, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Voor de in de artikelen 7 en 8 bedoelde periodes die vanaf 1 januari 2018 beginnen te lopen, wordt het jaarlijkse kijk- en luistergeld tot nul euro teruggebracht".

Art. 21. In dezelfde wet worden de volgende artikelen opgeheven:

- 1° artikel 9, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013;
- 2° artikel 10, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2003 en 5 december 2008;
- 3° artikel 12, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003;
- 4° artikel 13, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013;
- 5° artikel 15, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2003 en 5 december 2008;
- 6° artikel 16, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003;
- 7° artikel 18, vervangen bij het decreet van 19 september 2013;
- 8° artikel 19, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013;
- 9° artikel 20, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012;
- 10° artikel 21, gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003;
- 11° artikel 22, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2003 en 5 december 2008;
- 12° artikel 23;
- 13° artikel 24, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2003 en 10 december 2009;
- 14° artikel 26, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013;
- 15° artikel 27, laatst gewijzigd bij het decreet van 5 december 2008;
- 16° artikel 28, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 september 2013.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

Art. 22. Artikel 11 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, vervangen bij het decreet van 19 september 2013, wordt aangevuld met § 4, luidend als volgt:

"§ 4. De met de invordering belaste ambtenaren beschikken over alle onderzoeksbevoegdheden bedoeld bij dit decreet om de vermogenstoestand vast te leggen van de belastingplichtige en van de personen op wier goederen de belastingen, taksen, verschuldigd in hoofdsom en opcentiemen, de administratieve boetes en verhogingen, de nalatigheidsinteressen en de kosten worden ingevorderd overeenkomstig artikel 35ter, om de invordering van de belastingen, taksen, verschuldigd in hoofdsom en opcentiemen, de administratieve boetes en verhogingen, de nalatigheidsinteressen en de kosten te verzekeren."

Art. 23. In artikel 30 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"De nalatigheidsintrest is niet verschuldigd wanneer het bedrag ervan kleiner is dan 5 euro per maand."

Art. 24. In artikel 34, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 en bij het decreet van 28 november 2013, wordt 1. vervangen als volgt:

"1. indien de som van die interest minder bedraagt dan 5 euro per maand."

Art. 25. Artikel 52bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt vervangen als volgt:

"Art. 52bis. Elke som die aan een persoon moet worden teruggegeven of betaald in het kader van de toepassing van de wettelijke bepalingen of krachtens de bepalingen van het burgerlijk recht met betrekking tot de onverschuldigde betaling, inzake de Waalse gewestelijke belastingen, heffingen en boetes, kan door de bevoegde ambtenaar zonder formaliteit worden aangewend ter betaling van de door deze persoon invorderbare Waalse gewestelijke belastingen, heffingen en boetes, interesten en kosten wanneer deze laatste een zekere en vaststaande schuld vormen op het tijdstip van de bestemming.

Het eerste lid blijft van toepassing in geval van beslag, overdracht, samenloop of een insolventieprocedure.

Een kwitantie wordt zo spoedig mogelijk aan de belastingplichtige verleend en geldt als kennisgeving van de overeenkomstig het eerste lid uitgevoerde toewijzing."

Art. 26. In artikel 57 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, wordt § 1 vervangen als volgt:

"§ 1. De in artikel 56 bedoelde termijn wordt gestuit:

1° op de wijze voorzien bij de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

2° door afstand van de verstreken tijd van de verjaring;

3° door verzending door de ontvanger bij aangetekend schrijven van een aanmaning tot betaling die de gegevens van het aanslagbiljet bevat.

Wat punt 3° betreft, geldt de afgifte van het stuk aan de aanbieder van de universele postdienst als kennisgeving vanaf de derde daaropvolgende werkdag. Heeft de geadresseerde noch in België noch in het buitenland een gekende woonplaats, dan wordt de aanmaning tot betaling verzonden bij ter post aangetekende brief aan de procureur des Konings te Brussel. De kosten voor de aangetekende verzending zijn ten laste van de geadresseerde.

Indien de verjaring gestuit wordt, is een nieuwe verjaring die op dezelfde manier gestuit kan worden, vaststaand vijf jaar na de laatste stuitingsakte van de voorgaande verjaring indien er geen aanleg voor de rechtbank plaats heeft gevonden.

Art. 27. Artikel 57bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 57bis. Op grond van een insolventieverslag opgemaakt door de bevoegde ontvanger en op grond waarvan hij de onmogelijkheid om een schuldvordering in te vorderen vaststelt, stelt laatstgenoemde de decharge voor deze oninbaar geachte schuldvordering aan de door de Regering aangewezen dienst.

De decharge voor deze schuldvordering kan aan de ontvanger alleen verleend worden indien de door de Regering aangewezen dienst vaststelt dat de ontvanger te bewaamer tijd alle nodige maatregelen getroffen en de nodige vervolgingen ingesteld heeft.

Art. 28. Artikel 57ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 57ter. De decharge geldt als decharge voor de ontvanger. Ze vormt geen kwijtschelding. De ontvanger annuleert de oninbare rechten in zijn comptabiliteit."

Art. 29. De artikelen 57quater tot 57sexies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013, worden opgeheven.

Art. 30. Artikel 58 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 58. Voor de invordering van de belastingen, de boetes en verhogingen, de interesten en de kosten heeft het Gewest een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de belastingplichtige met uitzondering van de schepen en boten en een wettelijke hypotheek op alle in België gelegen goederen die aan de belastingplichtige toebehoren en die voor hypotheek in aanmerking kunnen komen.

Het voorrecht bezwaart eveneens alle roerende goederen van de personen die de ingekohierde belastingen, boetes en verhogingen namens de belastingplichtige moeten betalen krachtens het gemeen recht, de bepalingen van dit decreet of de wetgeving die de ingekohierde belastingen ten laste van de belastingplichtige vastlegt.

De wettelijke hypotheek bezwaart eveneens de in België gelegen goederen die vatbaar zijn voor hypotheek en die toebehoren aan personen die de ingekohierde belastingen, boetes en verhogingen namens de belastingplichtige moeten betalen krachtens het gemeen recht, de bepalingen van dit decreet of de wetgeving die de ingekohierde belastingen ten laste van de belastingplichtige vastlegt."

Art. 31. Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 64. § 1. De door de Regering aangewezen dienst beslist in eerste en laatste instantie over de verzoekschriften m.b.t. de kwijtschelding of de matiging van de fiscale boetes of verhogingen van de belastingen.

§ 2. De in § 1 bedoelde verzoekschriften worden bij met redenen omkleed schrijven bij de door de Regering aangewezen dienst ingediend door de belastingplichtigen of de personen op wier goederen boetes of verhogingen van de belastingen worden ingevorderd.

Elk ingediend verzoekschrift bedoeld in § 1 is ontvankelijk wanneer:

- 1° de termijnen voor administratieve beroepen niet vervallen zijn, of;
- 2° de administratieve geschillenfase niet afgesloten is.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens*

Art. 32. Artikel 22 van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens wordt vervangen als volgt:

"Art. 22. § 1. Elke overtreding van dit decreet of van zijn uitvoeringsmaatregelen wordt bestraft met een administratieve boete.

Slechts één administratieve boete kan worden opgelegd voor het geheel van de in het eerste lid bedoelde overtredingen die met hetzelfde voertuig op dezelfde dag worden begaan. Het ingehouden bedrag is het bedrag van de overtreding onderworpen aan het hoogste tarief, overeenkomstig § 2.

Er wordt geen administratieve boete opgelegd voor elke overtreding begaan binnen een periode van drie uren na de eerste overtreding van dit decreet, van zijn uitvoeringsmaatregelen, van de wetgeving van het Brussels Hoofdsteljk Gewest of van de wetgeving van het Vlaams Gewest inzake kilometerheffing:

- 1° indien de betrokken overtredingen met hetzelfde voertuig worden begaan en;
- 2° indien de eerste overtreding met een administratieve boete wordt bestraft.

§ 2. Het bedrag van de administratieve boetes wordt vastgesteld als volgt:

Categorie	Soort overtreding	Bedrag van de boete
A	1° ten gevolge van een opzettelijke handeling om de kilometerheffing te ontwijken detecteert het registratieapparaat de voertuigpositie of het door het voertuig afgelegde traject via satelliet signaal niet meer, 2° de documenten bij het voertuigen die nodig zijn voor de bepaling van de maximaal toegelaten massa (MTM) of van de euro-uitgifteklasse van het voertuig worden vervalst.	1000 EUR
B	1° het voertuig is voor de Belgische kilometerheffing niet uitgerust met een elektronisch registratieapparaat; 2° vóór het gebruik van elke weg heeft de belastingplichtige geen overeenkomst gesloten, voor het betrokken voertuig, met de dienstverlener van zijn keuze.	800 EUR
C	1° het elektronische registratieapparaat is niet geactiveerd; 2° het elektronische registratieapparaat dat het voertuig uitrust, is het apparaat van een ander voertuig; 3° de met de dienstverlener gesloten overeenkomst wordt opgeschort; 4° het voertuig wordt gebruikt op het wegennet onderworpen aan een kilometerheffing nadat het elektronische registratieapparaat het signaal heeft uitgezonden dat het beschikbare saldo van de voorbetaling onvoldoende is; 5° het elektronische registratieapparaat wijst op een defect of zendt geen signaal meer uit en de dienstverlener is niet gecontacteerd; 6° het elektronische registratieapparaat wijst op een defect of zendt geen signaal meer uit; de dienstverlener is gecontacteerd maar de belastingplichtige volgt de door laatstgenoemde gegeven instructies niet.	500 EUR
D	Elke andere overtreding van de regelgeving inzake de kilometerheffing zoals bedoeld in dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen.	100 EUR

§ 3. De bevoegde ambtenaar kan het bedrag van de boete vermeld in categorie C tot 250 euro terugbrengen wanneer het voor hetzelfde voertuig om de eerste overtreding van deze categorie vastgesteld tijdens hetzelfde kalenderjaar gaat.

In geval van goede trouw door de belastingplichtige kan de bevoegde ambtenaar de in § 2 bedoelde administratieve boetes verminderen indien deze boetes:

- 1° eenzelfde soort overtreding bestraffen;
- 2° en bedoelde overtredingen zijn begaan tijdens een in de tijd beperkte periode door hetzelfde voertuig.

§ 4. De natuurlijke of rechtspersonen zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de administratieve boete en van de andere bedragen van welke aard ook die opgelegd worden aan hun gemachtigden of mandatarissen wegens een overtreding inzake kilometerheffing.

De Regering kan op grond van de door haar vastgestelde modaliteiten het bedrag van de boete indexeren".

HOOFDSTUK VII. — *Vastlegging van de gewestelijke opcentiemen*

Art. 33. Voor de toepassing van Titel III/1 van de gewestelijke aanvullende belasting op de personenbelasting van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en onverminderd de toepassing van artikel 54 van dezelfde wet worden de gewestelijke opcentiemen vastgesteld op 33, 257% van de verminderde Belasting Staat.

De termen "verminderde belasting Staat" en "gewestelijke opcentiemen" hebben voor de toepassing van die bepaling de betekenis die hun wordt gegeven in titel III/1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 34. Artikelen 132 en 133 van het programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit, van 12 december 2014, worden opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 35. De artikelen 6, 8, 9, 11 en 16 zijn van toepassing op de authentieke akten verleden vanaf 1 januari 2018 of op de onderhandse akten die vanaf 1 januari 2018 een bepaalde datum hebben ontvangen in de zin van artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 36. De artikelen 7 en 10 zijn van toepassing op de authentieke akten verleden vanaf 1 januari 2018.

Art. 37. Artikel 17 is van toepassing voor de wederverkopen van gebouwen verkregen bij overeenkomst gesloten vanaf 1 januari 2018.

Art. 38. De artikelen van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, zoals ze bestonden alvorens opgeheven te worden bij de artikelen 19 en 21, blijven van toepassing voor het kijkgeld verschuldigd voor de periodes die voor 1 januari 2018 beginnen te lopen.

Art. 39. De artikelen 33 tot 34 van dit decreet zijn van toepassing vanaf het aanslagjaar 2018.

Art. 40. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2018.

In afwijking van het eerste lid heeft artikel 18 uitwerking op 19 juli 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 december 2017.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Waals Parlement, 972 (2017-2018) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 13 december 2017.

Bespreking.

Stemming.